

Pauvres Européens

● L'un des objectifs de la stratégie EU2020 vise à réduire de 20 millions le nombre de pauvres dans l'Union au terme de la décennie. On est loin du compte : la pauvreté continue à gagner du terrain.

● Pour une frange croissante de la population européenne, l'énergie devient un luxe.

Entretien **Gilles Toussaint**

Communiquer, se chauffer, se nourrir, se déplacer... Autant d'activités quotidiennes énergivores, en passe de devenir un luxe pour une frange croissante de la population européenne. Le point en compagnie de Sandrine Meyer, chercheuse au Centre d'études économiques et sociales de l'ULB et coauteure d'un rapport sur la précarité énergétique en Belgique, publié en 2011.

A partir de quand parle-t-on de précarité énergétique ?

Dans notre étude, nous avons repris une définition assez générale, à savoir une personne qui n'est pas capable de subvenir à ses besoins de base en matière énergétique. Par besoins de base, on entend se chauffer, s'alimenter convenablement puisqu'il faut de l'énergie pour cuisiner et conserver des aliments, disposer d'eau chaude sanitaire, mais aussi tous les besoins en matière de télécommunications (GSM, Internet...). Ce dernier point est un élément qui joue aujourd'hui de plus en plus un rôle dans l'insertion sociale.

Au départ, ce concept de précarité énergétique a été défini au Royaume-Uni en considérant que quand un ménage consacrait plus de 10% à ses dépenses en matière d'énergie, il se trouvait en situation de précarité énergétique. Mais ce seuil a été remis en cause car il ne correspond pas vraiment à la réalité.

Comment bascule-t-on dans cette situation ?

C'est tout d'abord lié à la pauvreté globale, c'est-à-dire le manque de revenus par rapport au coût actuel de la vie. Il y a l'effet des prix de l'énergie qui, tout en variant beaucoup, ont tendance à augmenter. Il y a aussi le fait que la transition énergétique – qui est nécessaire – est financée sur base d'une cotisation sur

la consommation plutôt que par l'impôt. Un autre élément terriblement important, c'est l'état du parc de logements. Même en bénéficiant de revenus suffisants, une personne qui vit dans une passoire énergétique peut se retrouver en difficulté. La "petite" classe moyenne peut donc être touchée car elle peut posséder une habitation sans avoir les moyens de la rénover ou, tout simplement, ne pas avoir les moyens d'acquiescer son propre logement. De plus en plus de gens qui ne sont pas propriétaires sont obligés de louer et quand ils louent, ils sont tributaires du bon vouloir du propriétaire pour investir dans l'amélioration de l'efficacité énergétique. On se trouve alors toujours en face du dilemme propriétaire-locataire, c'est-à-dire que le premier est censé faire les investissements et le second percevoir les bénéfices de la facture réduite. Tant que l'on n'aura pas trouvé un mécanisme pour partager cette charge, le problème se posera de manière de plus en plus criante.

Avec quelles conséquences ?

Il y en a plusieurs. Lors des tables rondes organisées pour la rédaction de notre rapport, on s'est par exemple rendu compte que le fait de ne pas pouvoir chauffer correctement son logement amène ces personnes à avoir moins de liens sociaux. Elles ont peur d'inviter des gens chez elles, soit parce qu'il y fait trop froid, soit parce qu'elles vont devoir chauffer "à fond" et craignent la facture qui en découle.

Cela peut aussi se traduire par des problèmes de santé, mais également par un risque de surendettement. D'autant que ces personnes sont souvent fragiles et n'ont pas forcément la capacité de gérer un budget ou de comprendre comment leur comportement peut influencer leur consommation d'énergie. En outre, avec la crise du logement actuelle, elles n'ont

pas la possibilité de faire pression sur leur propriétaire car elles craignent de voir leur loyer augmenter ou de s'entendre dire : "Si vous n'êtes pas content, il y en a 50 qui attendent derrière vous..."

Où se situe la Belgique par rapport à ses voisins européens ?

C'est difficile à dire parce qu'il n'y a pas de définition partagée au niveau de

l'Union européenne. On n'a pas de points de comparaison en dehors de ce fameux seuil de 10% qui, je l'ai dit, n'est pas très satisfaisant. Mais il est clair que c'est un phénomène qui va en s'accroissant partout en Europe.

Quelles réponses apporte-t-on pour remédier à ce problème ?

La plupart des mesures se basent sur des interventions sociales d'urgence : on aide la personne endettée ; on offre des tarifs sociaux aux catégories considérées comme plus sensibles... Mais il n'y a pas une approche de fond pour attaquer les problèmes à la racine. Ceux liés aux revenus, par exemple. Aujourd'hui, les allocations de base ne permettent pas de se nourrir et de se loger correctement. L'autre aspect porte clairement sur une amélioration du logement et de l'accès au logement.

"Le fait de ne pas pouvoir se chauffer affecte les liens sociaux, peut provoquer des problèmes de santé et mener au surendettement."

SANDRINE MEYER

Chercheuse à l'ULB, coauteure d'un rapport sur la précarité énergétique en Belgique.

Qui ?

122,6 millions d'Européens menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale

Entre 2008 et 2013, le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'Union européenne a augmenté de 8 %. Selon l'Institut européen de statistiques Eurostat, en 2013, 122,6 millions de personnes (24,5 % de la population de l'UE) répondaient à au moins un des trois critères suivants (qui ne sont pas exclusifs) : pauvreté monétaire (revenu inférieur au seuil de 60 % du revenu national médian); situation de privation matérielle sévère (que ce soit pour le logement, l'énergie, l'alimentation, la mobilité, les loisirs, etc.); vivant dans un ménage à très faible intensité de travail.

Plus précisément, 17 % de la population de l'UE est menacée de pauvreté monétaire, 10 % sont en situation de privation matérielle sévère et 11 % vivent dans ménages à très faible intensité de travail.

Les cinq Etats membres les plus touchés sont la Bulgarie (48 % de personnes menacées par la pauvreté), la Roumanie (40,4 %), la Grèce (35,7 %), la Lettonie (35,1 %) et la Hongrie (33,5 %), toujours selon Eurostat. Quatre d'entre eux ont intégré l'UE lors de l'élargissement à l'est de 2004. La population grecque subit les effets de la grave crise économique qui frappe le pays et des mesures d'austérité drastiques adoptées en contrepartie de l'aide financière de l'UE et du Fonds monétaire international. La République tchèque, les Pays-Bas, la Finlande et la Suède sont les plus préservés (entre 14,5 et 16,5 % de la population y relève d'un des trois critères).

En Belgique, environ 2,2 millions de personnes sont menacées par la pauvreté, soit 20,8 % de la population – un pourcentage qui est resté stable depuis 2008. **OleB**

Pourquoi ?

“Une stratégie mal définie” et “un manque d'implication au niveau local”

L'un des objectifs de la stratégie économique Europe2020, lancée en 2010, vise à réduire de 20 millions le nombre de personnes touchés ou menacés par la pauvreté et l'exclusion sociale. Cinq ans plus tard, on est loin du compte. Le constat a été confirmé lors de la Convention annuelle sur la pauvreté, jeudi et vendredi à Bruxelles. “Nous avons échoué, collectivement, à la fois à lutter contre la pauvreté et à créer de l'emploi et de la croissance”, a reconnu la Belge Lieve Fransen, directrice de la Stratégie EU2020 à la Commission européenne. Quelles sont les raisons de cet échec ? “Le processus n'est pas assez ambitieux et il n'y a pas de réelle stratégie de lutte

contre la pauvreté”, déplore le Portugais Sérgio Aires, président de la Plate-forme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EAPN), qui organise la convention. “La question de la subsidiarité est importante, parce que les politiques sociales doivent être menées au plus près des gens”, rappelle Lieve Fransen. Or, “la participation des parties prenantes, aux niveaux national, régional, local est insuffisante. Dans certains Etats membres, les gens ignorent jusqu'à l'existence d'EU2020”, regrette-elle. Admettant que “la commission n'a pas toujours accordé l'attention nécessaire aux niveaux locaux”.

Sérgio Aires insiste sur les racines du mal : “La pauvreté augmente depuis 20 ans, mais on reste bloqué sur le même paradigme économique. La crise n'est pas seule responsable de la situation. On nous serine qu'il n'y a pas d'argent, mais on sait très bien où est l'argent. On nous propose la croissance et l'emploi comme solution, mais la réalité, c'est la précarité, même pour ceux qui travaillent”. Et d'ajouter : “Nous sommes tous responsables, parce que les gouvernements, c'est nous qui les avons élus”. **OleB**

Que faire ?

Accorder une attention plus soutenue aux politiques sociales

Lors de l'investiture de la nouvelle Commission, le président Juncker a déclaré devant le Parlement européen que l'Union devait décrocher un “triple A social”. La révision à mi-parcours de la stratégie EU2020 devrait contribuer à définir les moyens d'y parvenir. “Jean-Claude Juncker et (la commissaire à l'Emploi et aux Affaires sociales) Marianne Thyssen ont mis l'accent sur la nécessité de faire mieux converger EU2020 et le semestre européen” (le processus de coordination des politiques économiques des Etats membres, Ndlr), rappelle Lieve Fransen. “Il devrait y avoir plus d'équilibre entre l'attention portée aux indicateurs économiques et celle accordée aux indicateurs sociaux. Ces dernières années, l'attention a été concentrée sur le sauvetage de la zone euro et la consolidation budgétaire, parce que c'était une urgence. EU2020 est aussi une urgence, mais également un travail sur le long terme”, ajoute-t-elle. Pour EAPN, il est impératif de mettre en place une stratégie européenne de lutte contre la pauvreté, insiste Sérgio Aires, “car sans cela, il n'y aura pas de stratégie nationale et encore moins de stratégie locale”. Si elle partage en partie les conclusions et les recommandations du rapport d'EAPN, Lieve Fransen n'est “pas certaine qu'il soit opportun de développer une nouvelle stratégie à côté d'EU2020. Il faut avant toute chose s'attaquer à la divergence (de la situation sociale) dans les Etats membres et donner corps au sentiment que nous sommes tous dans le même bateau. Sans cela, notre discours ne sera pas crédible”.

Pour Sérgio Aires, il est urgent “de faire en sorte, au niveau législatif, qu'aucune loi ne passe sans qu'on ait évalué son impact sur la lutte contre la pauvreté. Ensuite, en finir avec les paradis fiscaux, parce que ça touche directement au problème de redistribution de la richesse”. **OleB**